



Communiqué des organisations syndicales représentatives des personnels des Services d'Incendie et de Secours Paris, le 28 octobre 2025

Une Sécurité Civile à l'abandon

Depuis la formation du nouveau Gouvernement, la Sécurité Civile semble tout simplement rayée de la carte.

Le Beauvau de la Sécurité civile devait marquer un tournant. À ce jour, il n'a été qu'un inventaire d'intentions sans lendemain.

Sur le terrain, la réalité est alarmante : les effectifs s'épuisent, les matériels sont vieillissants, les casernes manquent de moyens et les collectivités locales sont à bout de souffle.

Lors de la présentation de la feuille de route du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez devant la commission des lois, la Sécurité Civile n'a été évoquée que par deux parlementaires. Deux questions auxquelles le ministre de l'Intérieur n'a pas été en mesure de répondre.

Nous doutons de la volonté politique et de la place réelle qu'occupe la Sécurité Civile dans les priorités du Gouvernement.

Dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances pour 2026 devant le parlement, plusieurs amendements ont été déposés. En l'absence d'un soutien explicite de la part du Gouvernement, ces amendements ne seront probablement pas mis en œuvre.

Pendant ce temps, les personnels continuent d'assurer leur mission, coûte que coûte, au détriment de leur santé, de leur sécurité, et parfois de leur vie.

Nous le disons clairement : **la Sécurité civile n'est pas une variable d'ajustement budgétaire.**

Il est urgent de remettre ce service public essentiel au cœur des priorités nationales.

Le Beauvau de la Sécurité civile doit déboucher sur des moyens humains et matériels sanctuarisés, à la hauteur des enjeux climatiques et opérationnels.

Il doit garantir une reconnaissance statutaire et salariale immédiate pour tous les agents des Services d'Incendie et de Secours.

Il doit enfin s'accompagner d'un calendrier précis et contraignant pour la mise en œuvre des mesures annoncées.